



JEUDI 11 AOÛT 2011

TRANCHE de 1a MI – JOURNEE



Bulletin de 12h : Heipua Teuira

FM 89

HA

**Les titres de la mi-journée :** (cf. presse écrite)

- La taxe « branchée » fait péter les plombs !
- Papeete. L'entretien et la restauration des feux tricolores coûtent plusieurs millions à la municipalité.
- Sécurité publique. Les agressions et les vols en augmentation dans la ville de Papeete.
- Crise financière. Niches fiscales : le retour du rabot.
- Rentrée scolaire : les nouveaux professeurs sont arrivés.
- Action sociale. Ville de Papeete : remise de 'colis bébé' aux familles nécessiteuses.
- Solidarité. Faaa : le Comité des amis navigants de Air Tahiti offre un don d'une valeur de 150.000 Fcfp à deux associations de quartier de la commune.
- Ateliers pour enfants, adultes et matahiapo à la Maison de la culture : les inscriptions sont ouvertes.

**LA TAXE « BRANCHEE » FAIT PETER LES PLOMBS !**

**L'animatrice :** Le Mouvement des entreprises de France en Polynésie s'insurge contre le gouvernement.

**C. Teuira :** Le gouvernement vient de déposer à l'APF un projet de loi du pays pour instaurer une taxe de 1% sur les équipements électriques. « Fiu », dit le Medef. Pour appuyer ce sentiment, le mot fiu est traduit dans 6 langues. Le Medef souhaite que le Pays se concentre sur la mise en place de mesures de relance économique.

**Luc Tapeta, Pdt du Medef :** « *On est dans un mécanisme de prélèvement quasi-définitif. Donc, une taxe, une fois qu'elle est créée, elle reste en place. Le Fonds de régularisation des hydrocarbures a son dispositif de régulation, donc venir créer une taxe de 1%, même si c'est un prélèvement de 300 millions que l'on va retirer de l'économie des ( ? ), ben ça alourdit encore le niveau des prélèvements obligatoires. C'est pas ce qu'on attend ! Nous, aujourd'hui, on attend quoi ? On attend simplement de la relance, de l'activité. Mais ce qui nous irrite, on va sur des solutions de facilité, c-à-d toujours plus de prélèvements.* »

*On a besoin d'argent, on ne s'embête pas, on vient sur le monde économique, on vient sur le consommateur et puis on prélève. La priorité c'est de savoir comment on peut créer un peu de richesse pour derrière maintenir l'emploi, relancer l'économie. »*

### **PAPEETE. L'ENTRETIEN ET LA RESTAURATION DES FEUX TRICOLORES COUTENT PLUSIEURS MILLIONS A LA MUNICIPALITE.**

**C. Teuira :** Ça se chiffre à plusieurs millions de francs. Des frais pris en charge par la commune de Papeete. Les forces de police ont observé une recrudescence des délits de vandalisme en plein centre ville. Bruno Dauphin demande un meilleur système de protection.

**Bruno Dauphin, responsable du service électricité de Papeete :** « *Si il y a possibilité de mettre des caméras, on souhaiterait avoir des caméras. C'est plus facile, au niveau de la PM, de visionner. Une centrale, rien que la centrale vaut plus d'un million. Souvent on intervient sur les feux de carrefours qui ont été vandalisés ou alors accidentés, et au frais de la commune. C'est le contribuable qui paie !* »

### **SECURITE PUBLIQUE. LES AGRESSIONS ET LES VOLS EN AUGMENTATION DANS LA VILLE DE PAPEETE.**

**C. Teuira :** Justement, face à cette augmentation de la délinquance en ville, les services de police et de l'Etat se penchent de plus en plus sur l'installation d'une vidéosurveillance pour éviter les violences. Mais l'installation de cet outil de dissuasion est soumise à une réglementation. Cette question est actuellement en discussion avec les services du Haut-commissariat.

Samuel Monod, vous avez assisté à cette réunion, quelles sont les premières informations ?

**S. Monod, en direct du haussariat :** Oui, la réunion s'est terminée il y a une demi-heure. Le service du haussariat avait convoqué les professionnels pour un rappel à l'ordre sur ces systèmes de vidéoprotection. Effectivement, la réglementation, datant de 2007, n'était pas appliquée en PF ce qui rendait certaines entreprises privées hors la loi. La DSP et le service du haut-commissariat ont décidé de mettre en place l'application de cette loi sous peine d'une amende de 5 millions Fcfp pour une entreprise privée et plus de 3 ans d'emprisonnement. Il est donc demandé aux particuliers, qui possèdent déjà ce type d'installation, de se mettre en règle auprès du haut-commissariat. Voilà, c'est tout.

## **CRISE FINANCIERE. NICHES FISCALES : LE RETOUR DU RABOT.**

**L'animatrice :** L'avenir des niches fiscales Outre-mer à nouveau dans la balance. Le gouvernement vient de prendre l'engagement de supprimer 3 milliards d'euros de niches fiscales en 2012.

**C. Teuira :** Valérie Pécresse, le ministre du budget, a d'ores et déjà annoncé que des coupes franches seraient réalisées, n'excluant pas un effort supplémentaire si nécessaire, pour tenir les engagements financiers de la France. La liste des niches fiscales, qui seront visées, sera connue le 24 août et l'Outre-mer n'y échappera pas par principe, explique-t-on à Bercy. Les niches fiscales sur le photovoltaïque ou les bateaux de plaisance seraient les plus menacées. Du côté des chefs d'entreprise, on est très vigilant. A la Fédération des entreprises d'Outre-mer, Annie Iasnogorodski, qui officie en tant que conseillère, comprend que des efforts financiers soient nécessaires, mais elle estime aussi qu'il ne faut pas pénaliser l'Outre-mer.

**Annie Iasnogorodski, conseillère à la FEDOM :** *« Bien sûr, on peut tout à fait le comprendre. Mais, d'une part l'Outre-mer a déjà donné plus que sa part, sur le photovoltaïque puisqu'on a baissé les seuils. Il n'y a plus, non plus, ou il n'y aura plus du tout, à terme, de défiscalisation sur les logements libres et les logements intermédiaires. D'autre part, cette aide fiscale outremer n'est pas une aide fiscale comme les autres, c-à-d ce n'est pas une aide fiscale qui revient à pouvoir obtenir un bien patrimonial en payant moins d'impôts mais à aider les exploitants ultramarins à se développer. Si vous enlevez les aides fiscales outremer, vous allez tarir les investissements outremer de façon drastique. »*

## **RENTREE SCOLAIRE : LES NOUVEAUX PROFESSEURS SONT ARRIVES.**

**L'animatrice :** Trois cents nouveaux professeurs vont être répartis dans les collèges et lycées du fenua.

**C. Teuira :** Ils ont été reçus ce matin à l'université par le ministre Tauhiti Nena et la directrice de la DES. Pour familiariser ces enseignants au profil de l'élève polynésien, Tauhiti Nena n'a pas manqué de leur parler des spécificités du pays. Pour ces professeurs, la Polynésie reste une destination idyllique.

**Un nouveau professeur :** *« Je suis heureux d'être ici. Je retrouve quelques repères que j'avais laissé et j'ai vraiment envie de m'investir. J'ai déjà pris des cours de langue tahitienne et puis impatient de prendre la rentrée. »*

**Un nouveau professeur :** *« La Polynésie, ben c'est surtout le côté culturel, l'exotisme et tout ça. Mais bien sûr moi, je sais que je viens ici, j'ai vraiment envie de donner le meilleur de moi-même pour les polynésiens. »*

*J'espère que ça va bien se passer. J'ai une certaine expérience que j'ai accumulée au fil des années et j'espère pouvoir en faire profiter la jeunesse de Polynésie. »*

**Un nouveau professeur :** *« Je viens de la Guadeloupe, je viens avec aucun esprit particulier. Je viens pour amener ma touche. »*

**CT :** Pourquoi avoir demandé une mutation en Polynésie ?

*« C'est un bon en avant parce que c'est une première mutation à l'extérieur de mon île. J'ai travaillé presque 22 ans en Guadeloupe, donc par rapport à cela j'ai voulu voir et je suis arrivé ici en famille. »*

### **ACTION SOCIALE. VILLE DE PAPEETE : REMISE DE 'COLIS BEBE' AUX FAMILLES NECESSITEUSES.**

**Des familles aidées mais à jour de leurs factures.**

**La présidente de l'association Vahine Kiwanis :** *« Il y a une participation humaine, ( ? ) avec toute une équipe. Il y a la participation financière, tous les achats, les colis bébé. Par la suite, nous allons poursuivre cette opération en faisant appel à la population, aux généreux donateurs pour qu'ils puissent aider cette population qui est dans le besoin, et surtout l'urgence de la situation. Je pense que le polynésien est généreux de nature et solidaire lorsqu'il y a des besoins, non seulement sur le plan local mais sur le plan international également. La population, elle est présente, elle est là, elle donne. Mais, il faut simplement faire appel à elle, médiatiser, faire des demandes et on trouve toujours des personnes pour donner. »*



FM 92.8



FM 100

Bulletin de 12h : Lucie

TT-HM

### **Les titres de la mi-journée :** (cf. presse écrite)

- Social. Les salariés de la SMPP-Sogeba ont réagi au communiqué d'Oscar Temaru.
- Validé en CM. Plan de redressement : 53 milliards d'économie sur 3 ans.
- Vaitavatava. Réhabilitation d'un ancien parc.
- CCISM. Inauguration du CAGES : une aide pour les créateurs de petites entreprises.
- Rentrée scolaire. Les nouveaux professeurs de Métropole accueillis par le ministre Tauhiti Nena.

➤ Le répondeur de Radio 1.

## **SOCIAL. LES SALARIES DE LA SMPP-SOGEBA ONT REAGI AU COMMUNIQUE D'OSCAR TEMARU.**

**Philippe Héraud**, directeur des travaux de la SMPP-Sogeba : *« Et bien on va lui faire une réponse à son communiqué pour lui dire qu'on n'est pas berné par notre patron. Nous, on n'est pas berné par notre patron. Si M. Temaru est berné par ses chefs de service, par M. Derue de l'EAD, c'est son problème. Mais nous, on ne sera pas berné par M. Derue. Les 3123 jours de retard, ils sont factuels, ils existent, donc il ne peut pas dire, il n'en parle pas dans ce courrier là. Mais c'est la réalité des choses, les retards, c'est la réalité des choses. Il nous met que là dedans, il nous met 400 millions, un certain M. Casa Mayou ( ? ), il nous alloue 400 millions pour un mois de retard. Moi je lui dis simplement, vous avez donné un milliard pour 22 mois de retard à l'ETDE. Si je prends 400 millions et que je multiplie par 22 mois de retard, vous nous devriez 8 milliards M. Temaru. Voilà la note. Et si vous faites fermer SMPP, c'est ce que ça va vous coûter. Ça va vous coûter beaucoup plus cher que les 2,5 milliards qu'on vous a proposés le 25 juillet. Il n'a plus aucune valeur ce courrier, puisque c'était un protocole transactionnel qui devait être réglé le 30 juin 2010. Donc il nous envoie un courrier au 23 juillet. Le protocole il s'est terminé le 30 juin. Il devait nous payer 894 millions, ils ne nous ont pas donné un franc. Donc le référé, il est clos le 30 juin. Il fait qu'une copie partielle de ce document, mais sur ce document c'est marqué qu'avant le 30 juin 2010, la transaction doit être réglée. »*

## **VAITAVATAVA. REHABILITATION D'UN ANCIEN PARC.**

**René Temeharo**, 7<sup>ème</sup> adjoint au maire de Papeete : *« Ce terrain appartient au Pays. Nous voulons au niveau de la commune de Papeete, créer une entente avec le Pays, afin de récupérer ce terrain là pour mettre en place une pépinière d'agriculture bio, et pour aider cette population à justement s'intéresser à l'agriculture bio. Et pour répondre aux besoins qu'ils ont, donc au lieu d'aller acheter, ils pourront produire par eux-mêmes. Bien sûr il y a le SDR qui sera là accompagné par les spécialistes qui vont leur apprendre à planter. »*

**Lucie** : Une seule ombre à ce projet, pour l'instant la présence d'une famille de 6 personnes qui squattent le terrain depuis 2009 et qui refuse de le quitter. Selon René Temeharo, leur présence de cette famille sur le terrain ne devrait être qu'une solution provisoire. D'ici à ce que le projet de concrétise, une solution de relogement pourrait être envisagée avec l'aide de l'OPH. Mais pour Louis Frébault, le ministre de l'aménagement et du logement, c'est l'intérêt général qui prime avant tout. Aucune date, et ni aucun chiffre n'ont encore été avancés pour ce projet, mais une initiative similaire de jardin partagé à Mamao est également étudiée par la commune en ce moment. Des initiatives que Kalani Teixeira, ministre de l'agriculture s'est engagé à suivre et à soutenir.



## **CCISM. INAUGURATION DU CAGES : UNE AIDE POUR LES CREATEURS DE PETITES ENTREPRISES.**

**Jean-Paul Tuaiva, président de l'association de la CAGES :** *« ça fait depuis donc 2010 que nous portons ce projet à cœur au sein de la Chambre. Nous sommes partis donc d'un constat, d'un fort taux de mortalité de nos petites entreprises, par rapport à cela, nous avons donc mené une enquête sur des entreprises radiées, et 3 grandes causes en fait, sont liées donc à cela. Il y a donc un défaut de gestion, un défaut sur la commercialisation de leurs produits ou de leurs services, et le dernier volet c'est tout ce qui touche à la fiscalité. C'est pour cela que nous avons donc voulu mettre en place ce CAGES là, c'était le maillon manquant donc de la vie des entrepreneurs ici en Polynésie. »*

## **RENTREE SCOLAIRE. LES NOUVEAUX PROFESSEURS DE METROPOLE ACCUEILLIS PAR LE MINISTRE TAUHITI NENA.**

**Guillaume Lecoq, enseignant de Bac Techno ST2S :** *« J'ai demandé cet hiver, et j'ai obtenu un peu sur le tas, mais je suis très content d'être là avec ma conjointe, qui elle aussi, a obtenu un poste ici d'infirmière scolaire. J'ai fait des études de sociologie, d'ethnologie, donc j'ai un petit peu étudié toutes les sociétés du Pacifique, j'avais envie d'expérimenter le fait de découvrir on monde, de découvrir une façon de vivre ensemble, de découvrir un rapport à la nature aussi, je crois que c'est différent de la métropole, voilà de découvrir les polynésiens, leur façon de vivre tout simplement. Je suis sûr que ça va bien se passer, les gens ici sont réputés très accueillants. »*

## **LE REPONDEUR DE RADIO 1.**

**Un auditeur :** *« Je voudrais vous parler du projet de taxe sur les produits électriques. Alors que notre pays regorge de ressources d'énergies propres et renouvelables, le soleil est partout sur le pays, l'éolien dans les zones ventées, l'hydraulique dans les vallées arrosées, sans oublier le coco diesel qui valoriserait nos cocoteraies et permettrait aux gens de rester dans leurs îles. Les divers gouvernements, de tout bord, ont livré le pays pieds et poings liés à une poignée de familles importatrices de pétrole, énergie fossile, polluante et non renouvelable que le pays ne possède pas et dont il pourrait être privé un jour, du jour au lendemain, en cas de conflit. On veut taxer des appareils qui utilisent de l'électricité au profit du pétrole qui sert lui-même à fabriquer de l'électricité. Un vrai serpent qui se mord la queue ! Le pire, c'est qu'on va nous taxer pour subventionner un produit entièrement importé alors qu'on devrait plutôt favoriser l'emploi local. C'est un non sens économique ! C'est aussi un non sens écologique puisque Tahiti sera le premier pays à taxer les véhicules électriques au profit du pétrole. C'est dire l'incompétence de nos dirigeants ! Bonne journée à tous et au revoir. »*

**Un auditeur :** « Voilà, j'appelle à propos du SMIG qui va augmenter là ! Coup de gueule hoia comme d'habitude ! Le SMIG va augmenter, les taxes aussi vont augmenter ! Et les chômeurs, qu'est-ce qu'ils vont faire ? Ils vont payer encore alors qu'ils ne gagnent rien du tout ? Il faut baisser le coût de la vie ! Bande de ( ? ), je ne sais pas comment les appeler là ! »

**Un auditeur :** « Je viens de passer devant Vénustar, le super marché où il y a le rond point là de Mahina. Et puis c'était complètement noir et je n'ai pas vu que au milieu il y avait des petits terre-pleins. Alors j'ai percuté ça de plein fouet et j'ai failli faire des tonnes, et je suis avec ma petite de 6 mois. Alors, faudrait peut-être que la mairie mette les lumières sur la route à ce niveau là, parce que c'est la... apparemment c'est la 3<sup>ème</sup> voiture qui percute ça dans le mois. Allez, mauruuru ! Merci la mairie de faire quelque chose ! »

**Un auditeur :** « Un petit message à vous transmettre parce que je sors d'un restaurant situé à Tamanu, à Punaauia, et sous la roue de mon véhicule, j'ai trouvé des documents bancaires concernant une demoiselle qui s'appelle Feltesse Nathalie. Voilà, donc sur le relevé bancaire je n'ai pas de coordonnées téléphoniques. Mais elle peut, si elle veut récupérer ses documents, elle peut me contacter en demandant le petit Roger ou Roger tout court au 71.39.95. Bon, moi ça ne me regarde pas mais c'est possible pour elle, si elle en a besoin. Sinon, elle m'appelle et puis je mets à la poubelle. »